

◎ココディ大学病院センター拡充計画のための贈与に関する日本国政府と
象牙海岸共和国政府との間の交換公文

(略称) 象牙海岸とのココディ大学病院センター拡充計画のための贈与
取極

平成 七年 七月 十四日 アビジャンで
平成 七年 七月 十四日 効力発生
平成 七年 九月二十一日 告示

(外務省告示第五三六号)

概 要

- 1 援助の目的及び内容 ココディ大学病院センター拡充計画を実施するために必要な
(a) 病院の改修に必要な生産物及び役務の供与
(b) 機材及びその据付けに必要な役務の供与
(c) 前記(a)及び(b)の生産物の輸送に必要な役務の供与
- 2 贈与の限度額 二十六億五千五百万円
(平成七年度 十五億二千万円)
(平成八年度 十億五千百万円)
(平成九年度 八千四百百万円)
- 3 贈与の使用期限
平成八年三月三十一日まで (平成七年度分)
平成九年三月三十一日まで (平成八年度分)
平成十年三月三十一日まで (平成九年度分)

4 署名者

日 本 側 佐藤裕美在象牙海岸大使
象牙海岸側 アマラ・エシイ外務大臣

(Note japonaise)

Abidjan, le 14 juillet 1995

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à l'Echange de Notes en date du 14 novembre 1994 entre le Gouvernement du Japon et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire concernant la coopération économique japonaise destinée à l'exécution du projet de réhabilitation et de renforcement du Centre Hospitalier Universitaire de Cocody (ci-après dénommé "le Projet").

J'ai également l'honneur de me référer aux récentes discussions tenues entre les représentants des deux Gouvernements concernant la coopération économique japonaise additionnelle pour l'exécution du Projet qui sera effectuée en vue de renforcer les relations d'amitié et de coopération entre les deux pays, et de proposer au nom du Gouvernement du Japon l'arrangement suivant:

1. Dans le but de contribuer de nouveau à l'exécution du Projet par le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, le Gouvernement du Japon mettra à la disposition du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, conformément aux lois et règlements pertinents du Japon, un montant ne dépassant pas deux milliards six cent cinquante-cinq millions de Yens (#2.655.000.000) à titre de don (ci-après dénommé "le Don").

2. Le Don sera rendu disponible, conformément aux lois et règlements pertinents du Japon, pendant chacune des périodes suivantes, dans la limite du montant correspondant à chaque tranche ci-dessous, sauf en cas de prolongation de ladite période décidée d'un commun accord entre les autorités intéressées des deux Gouvernements:

- (1) la première tranche
la période allant du jour de l'entrée en vigueur du présent arrangement jusqu'au 31 mars 1996;
un milliard cinq cent vingt millions de Yens (#1.520.000.000)
- (2) la deuxième tranche
la période allant du 1 avril 1996
jusqu'au 31 mars 1997;

un milliard cinquante et un millions de Yens
(#1.051.000.000)

(3) la troisième tranche

la période allant du 1 avril 1997
jusqu'au 31 mars 1998;

quatre-vingt quatre millions de Yens
(#84.000.000).

3. (1) Le Don sera utilisé par le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire correctement et uniquement pour l'achat des produits du Japon ou de la République de Côte d'Ivoire et des services des nationaux japonais ou ivoiriens nécessaires pour l'exécution du Projet, qui sont mentionnés ci-après: (Dans le présent arrangement, le terme "les nationaux japonais" signifie les personnes physiques japonaises ou les personnes morales japonaises contrôlées par les personnes physiques japonaises et le terme "les nationaux ivoiriens" signifie les personnes physiques ivoiriennes ou les personnes morales ivoiriennes.)

(a) des produits et des services nécessaires pour la réhabilitation de l'hôpital (ci-après dénommé "l'Etablissement");

(b) de l'équipement nécessaire pour l'exécution du Projet et des services nécessaires pour l'installation dudit équipement; et

(c) des services nécessaires pour le transport jusqu'aux ports de la République de Côte d'Ivoire et pour le transport intérieur en République de Côte d'Ivoire des produits susmentionnés à (a) et (b).

(2) Nonobstant les dispositions de l'alinéa (1) du présent paragraphe, lorsque les deux Gouvernements le jugeraient nécessaire, le Don pourrait être utilisé pour l'achat des produits dont la nature est mentionnée à (a) et (b) de l'alinéa (1) d'origine des pays autres que le Japon ou la République de Côte d'Ivoire ainsi que pour l'achat des services dont la nature est mentionnée à (a), (b) et (c) de l'alinéa (1) fournis par des nationaux des pays autres que le Japon ou la République de Côte d'Ivoire.

4. Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire ou l'autorité désignée par le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire (ci-après dénommée "l'Autorité Désignée") conclura des contrats en terme de Yens japonais avec les

nationaux japonais pour l'achat des produits et des services mentionnés au paragraphe 3. Ces contrats seront vérifiés et visés par le Gouvernement du Japon comme acceptables pour le Don.

5. (1) Le Gouvernement du Japon exécutera le Don en effectuant des versements en Yens japonais à un compte ouvert au nom du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire dans une banque intermédiaire agréée du Japon désignée par le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire ou l'Autorité Désignée (ci-après dénommée "la Banque"), pour couvrir les obligations assumées par le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire ou l'Autorité Désignée en vertu des contrats vérifiés et visés conformément aux dispositions du paragraphe 4 (ci-après dénommés "les Contrats Vérifiés").

(2) Les versements mentionnés à l'alinéa (1) du présent paragraphe seront effectués lorsque la demande de paiement aura été présentée par la Banque au Gouvernement du Japon en vertu de l'autorisation de paiement émise par le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire ou l'Autorité Désignée.

(3) Le seul but du compte mentionné à l'alinéa (1) du présent paragraphe est de recevoir les paiements en Yens japonais effectués par le Gouvernement du Japon et de payer les nationaux japonais qui sont parties des Contrats Vérifiés. Les détails concernant les modalités d'application du crédit et du débit du compte seront déterminés d'un commun accord, après consultations, entre la Banque et le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire ou l'Autorité Désignée.

6. (1) Le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire prendra les mesures nécessaires pour:

- (a) acquérir un secteur de terrain nécessaire pour la réhabilitation de l'Etablissement et aménager le terrain;
- (b) fournir les installations hors du terrain telles que les systèmes d'électricité, de distribution d'eau et d'écoulement d'eau ainsi que les autres systèmes auxiliaires;
- (c) assurer le déchargement et le dédouanement rapides aux ports de la République de Côte d'Ivoire et le transport intérieur sans délai des produits achetés par le Don;

(d) exonérer les nationaux japonais des droits de douane, des taxes intérieures et d'autres charges financières qui pourraient être imposés par le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire, à l'égard de la fourniture des produits et des services effectuée en vertu des Contrats Vérifiés;

(e) accorder aux nationaux japonais dont les services seront nécessaires à propos de la fourniture des produits et des services effectuée en vertu des Contrats Vérifiés les facilités nécessaires pour leurs entrées et séjours dans la République de Côte d'Ivoire, afin qu'ils puissent exécuter leur travail;

(f) assurer que l'Etablissement réhabilité et l'équipement acheté par le Don seront entretenus et utilisés d'une manière convenable et efficace pour l'exécution du Projet; et

(g) supporter tous les frais nécessaires pour l'exécution du Projet à part les frais qui sont couverts par le Don.

(2) En ce qui concerne le transport et l'assurance maritimes des produits achetés en vertu du Don, le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire n'imposera aucune restriction qui entrave la compétition loyale et libre des compagnies de transport et d'assurance maritimes.

(3) Les produits achetés par le Don ne seront pas réexportés de la République de Côte d'Ivoire.

7. Les deux Gouvernements se consulteront à propos de n'importe quel problème qui pourrait surgir du présent arrangement ou en rapport avec celui-ci.

J'ai également l'honneur de proposer que la présente Note et la réponse de Votre Excellence confirmant l'arrangement ci-dessus mentionné au nom du Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire soient considérées comme constituant un accord entre les deux Gouvernements, qui entrera en vigueur à la date de la réponse de Votre Excellence.

Je saisis cette occasion pour prier Votre Excellence d'agréer l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) Hiromi Sato
Ambassadeur Extraordinaire
et Plénipotentiaire du Japon
en République de Côte d'Ivoire

Son Excellence
Monsieur Amara Essy
Ministre des Affaires étrangères
de la République de Côte d'Ivoire

(Note ivoirienne)

Abidjan, le 14 juillet 1995

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la Note de Votre
Excellence en date de ce jour ainsi conçue:

"(Note japonaise)"

J'ai l'honneur de confirmer, au nom du Gouvernement
de la République de Côte d'Ivoire, l'arrangement ci-dessus
mentionné et de consentir à ce que la Note de Votre
Excellence et la présente Note soient considérées comme
constituant un accord entre les deux Gouvernements, qui
entrera en vigueur à la date de la présente Note.

Je saisis cette occasion pour prier Votre Excellence
d'agréer l'assurance de ma très haute considération.

(Signé) Amara Essy
Ministre des Affaires étrangères
de la République de Côte d'Ivoire

Son Excellence
Monsieur Hiromi Sato
Ambassadeur Extraordinaire
et Plénipotentiaire du Japon
en République de Côte d'Ivoire